



Déclaration Liminaire Intersyncale DDFIP 91 **du CSAL du 15 janvier 2024**

C'est sans surprise que nous, représentants du personnel FO - CGT - Solidaires et CFDT Finances Publiques 91, boycottons ce CSAL emplois.

La nouvelle vague de suppressions d'emplois est insupportable et inacceptable !
L'hémorragie continue !

Notre administration conserve une fois encore son titre de fournisseur officiel de suppressions d'emplois.

La DGFIP sera, cette année, la seule administration avec un schéma d'emplois négatifs avec - 600 Équivalent-Temps-Plein pour les directions territoriales.

Pour la DDFIP 91, ce sont 23 emplois supplémentaires supprimés pour 2024 qui viennent s'ajouter aux 49 suppressions d'emplois subies en 2023.

Cela fait des années, qu'avec les personnels, les organisations syndicales alertent sur la dégradation de nos missions, des conditions de travail et le recul du service public.

Les conséquences nous les connaissons : des vacances d'emplois sur l'ensemble du territoire, des services en sous-effectif permanent, des missions fragilisées quand elles ne sont pas purement et simplement remises en cause et des agents qui tentent au péril de leur santé de continuer à faire en sorte que la maison tienne.

Et comme si cela ne suffisait pas, on continue de supprimer des emplois proportionnellement plus dans les structures du terrain.

Serait-ce pour justifier dans un raisonnement sournois la montée en charge de structures supra-départementales ou nationales d'appui ou de soutien qui éradiqueraient à l'avenir des SIP, SIE, SPF, CDIF, SDE et autres SGC dans un vaste mouvement de reconcentration dissimulée derrière quelques emblématiques mesures de relocalisation?

La DGFIP démontre une fois de plus, que le P (Proximité) de l'acronyme NRP(nouveau réseau de proximité) n'était qu'une fausse promesse pour les structures qui en sont issues. La poursuite obstinée de cette politique rend la « stabilisation » ou la « consolidation » promises à l'horizon 2027 rien de moins qu'illusoire. On peut aisément en conclure que les directions territoriales continueront de rendre des emplois en 2025, 2026 et 2027 dans des proportions bien plus fortes que les discours officiels voudront bien le reconnaître.

Et il n'y a pas cinquante solutions : il faut d'urgence revenir à une mesure de la charge réelle de travail, mission par mission, et y adapter le niveau d'emplois. **Il faut rompre avec l'idée qu'on pourrait perpétuellement s'adapter aux moyens qu'on nous donne.**

Baisser le niveau des suppressions d'emplois en le présentant comme un renfort ne suffira pas.

On ne peut vouloir «en même temps» renforcer la lutte contre la fraude, transférer sans cesse de nouvelles missions sans les emplois correspondants, réussir la transition numérique en plaçant l'intelligence artificielle au service des agents plutôt que la jouer contre eux, renforcer notre rôle de conseil, mettre en œuvre des dispositifs d'assistance d'urgence ou de crise aux entreprises, aux particuliers ou aux collectivités, assurer l'accueil, garantir l'exercice des missions en toute sécurité, prendre toute notre part dans la transition écologique, améliorer une attractivité qui s'étiolle dangereusement, endiguer les progrès d'un management toxique qui se nourrit de la pénurie ou améliorer durablement les conditions de travail et négocier sur les moyens législatifs, budgétaires et humains.

À l'évidence, il faut d'urgence redonner à l'administration qui permet le financement de l'ensemble des politiques publiques les moyens de continuer à exercer l'intégralité de ses missions qui toutes concourent à une cohésion sociale plus fragile que jamais ou tout cela finira mal. C'est aussi cela qu'il s'agit de consolider.

Les représentants FO, CGT, Solidaires et CFDT Finances Publiques de l'Essonne exigent :

- l'arrêt des réformes.

- de stopper le démantèlement du réseau de la DGFIP.

- la fin des destructions d'emplois.

- la création d'emplois titulaires.

Pour toutes ces raisons, les représentants du personnel refusent de siéger à ce CSAL.